



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9864

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

6273^e séance – matin

L'IMPASSE DANS LES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-PALESTINIENNES DEMEURE PROFONDÉMENT PRÉOCCUPANTE. **SOULIGNE M. B. LYNN PASCOE DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques s'est déclaré profondément préoccupé, ce matin, par l'impasse actuelle au Moyen-Orient. Au cours de l'exposé mensuel du Secrétariat devant le Conseil de sécurité sur la situation dans la région, M. B. Lynn Pascoe a appelé à la reprise des pourparlers sur les questions du statut final, à la mise en œuvre des engagements de la Feuille de route, à des efforts continus en vue d'améliorer les conditions économiques et de sécurité, ainsi qu'à une approche différente et plus positive du problème de Gaza.

Depuis le 27 janvier, date de la dernière réunion d'information sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, « les efforts en vue de parvenir à des négociations israélo-palestiniennes se sont poursuivis », a souligné M. Pascoe, précisant en particulier que la proposition de l'Envoyé des États-Unis, M. George Mitchell, d'entamer des pourparlers indirects sous médiation américaine faisait l'objet d'un examen sérieux.

« Israël s'est dit prêt à travailler sur cette base », tandis que le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, « s'est livré à des consultations intensives et a cherché des éclaircissements », a indiqué le Secrétaire général adjoint. « Le Secrétaire général de l'ONU espère que le Président Abbas ira de l'avant sur la base de cette proposition pratique afin que des négociations sérieuses puissent démarrer », a-t-il dit. Selon M. Pascoe, « le consensus international sur ce qu'il convient de faire pour atteindre un accord durable est solide, et un Quatuor actif sera essentiel pour appuyer le processus ».

Dans son exposé, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a affirmé que la retenue partielle du Gouvernement israélien sur l'implantation de colonies de peuplement en Cisjordanie, à l'exception de Jérusalem-Est, demeurait en vigueur et avait conduit à un ralentissement de l'activité. Toutefois, a-t-il fait observer, des violations de cette mesure ont été constatées par les autorités israéliennes dans au moins 29 colonies, le Ministère de la défense assurant de son côté que des ordres de démolition ont été émis contre les auteurs de ces violations.

Si, selon M. Pascoe, les décisions du Gouvernement israélien constituent « un pas au-delà des positions antérieures », il n'en demeure pas moins que « l'implantation de colonies de peuplement est illégale » et que la poursuite de cette activité « constitue une violation des obligations d'Israël en vertu de la Feuille de route et porte un préjudice au résultat des négociations ». Il a ainsi demandé que des mesures additionnelles soient prises afin de faire respecter ces mesures et a appelé à les étendre à un gel complet, y compris à Jérusalem-Est, et à les appliquer au-delà de la période actuelle de 10 mois.

Le Secrétaire général adjoint a également noté les préoccupations légitimes des Israéliens et des Palestiniens concernant leur sécurité, estimant qu'« une sécurité durable sera mieux réalisée par une coopération intensifiée, la poursuite de l'autonomisation des efforts de sécurité de l'Autorité palestinienne et l'efficacité de l'Autorité palestinienne, la réduction des incursions des forces de défense israéliennes dans les zones palestiniennes,

le plein respect des manifestations non violentes légitimes, une action d'Israël pour endiguer la violence des colons, une action palestinienne contre les provocations et des progrès à la fois dans les négociations politiques et le développement économique ».

M. Pascoe a également fait état de la poursuite du blocus de Gaza. « Cette politique contre-productive renforce les trafiquants et les activistes, détruit le commerce légal et provoque des difficultés inacceptables pour la population civile, dont plus de la moitié est constituée d'enfants », a-t-il expliqué.

S'agissant de la situation dans le Golan syrien occupé, la situation est demeurée calme en dépit de la poursuite de l'activité de colonisation, a indiqué M. Pascoe.

Au Liban, le 14 février fut marqué par un large rassemblement à Beyrouth commémorant le cinquième anniversaire de l'assassinat de l'ancien Premier Ministre, Rafik Hariri, et de 22 autres personnes. Le fils de Rafik Hariri et actuel Premier Ministre libanais, M. Saad Hariri, a souligné l'importance de l'unité nationale et du rôle que joue son pays dans la réconciliation interarabe.

M. Pascoe a par ailleurs exhorté la communauté internationale à renouveler son soutien financier à la reconstruction du camp de réfugiés de Nahr el Bared. La situation dans la zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est, quant à elle, restée calme, même si les survols israéliens se sont poursuivis à un rythme quasi quotidien.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a conclu son exposé en rappelant l'engagement des Nations Unies en faveur de la cessation de l'occupation qui a commencé en 1967 et du conflit israélo-palestinien, grâce à la création d'un État palestinien vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité et à une paix globale dans la région, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, aux précédents accords, à la Feuille de route et à l'Initiative de paix arabe.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel